



**PRÉFET
DU VAL-D'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
et de l'appui territorial**

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté préfectoral complémentaire n° IC-25-062

**actualisant le tableau de classement et
imposant des prescriptions techniques complémentaires**

Société M.A.J. ELIS

à BEZONS

**Le préfet du Val-d'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, notamment son article R. 512-46-22 ;

Vu le décret du Président de la République du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

Vu le décret du Président de la République du 6 mars 2025 nommant Mme Hélène GIRARDOT, en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, sous-préfète de l'arrondissement de Pontoise ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2003 autorisant la société ELIS BEZONS à exercer ses activités relevant de la nomenclature des installations classées sur le territoire de la commune de BEZONS 14, rue Marcel Paul ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 13-078 du 10 mars 2016 actualisant le tableau de classement des installations classées de la société ELIS à BEZONS ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 25-011 du 28 mars 2025 donnant délégation de signature à Mme Hélène GIRARDOT, secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, sous-préfète de l'arrondissement de Pontoise ;

Vu le courrier de la société M.A.J. ELIS du 26 mai 2016 de demande de bénéfice du droit d'antériorité relatif à la rubrique 4130 ;

Vu le dossier de porter à connaissance transmis par la société M.A.J. ELIS par courrier du 31 janvier 2024 concernant la modification de l'évolution des conditions d'exploitation à BEZONS – 14, rue Marcel Paul ;

Vu le rapport du 26 février 2025 de l'Inspection des installations classées proposant de donner une suite favorable à la demande de l'exploitant ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté le 26 février 2025 à la connaissance de l'exploitant ;

Vu le courriel du 26 février 2025 de l'unité départementale du Val-d'Oise de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France adressant, pour observations éventuelles, le projet d'arrêté préfectoral imposant des prescriptions techniques complémentaires à la société M.A.J. ELIS à BEZONS.

Vu la réponse de l'exploitant en date du 06 mars 2025 n'émettant aucune observation sur le projet d'arrêté ;

Considérant que la demande déposée par l'exploitant concerne un site existant déjà enregistré au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que la demande de la société M.A.J. ELIS concerne l'évolution des conditions d'exploitation, des modifications d'équipements (chaudière et séchoirs), une augmentation du stockage de DASRI ainsi qu'une demande d'actualisation du tableau de classement traduisant le bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 4130 ;

Considérant qu'au regard des éléments d'appréciation présentés par la société M.A.J. ELIS, les modifications présentées sont jugées notables mais non substantielles au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que l'inspection des installations classées, dans son rapport du 26 février 2025 susvisé, propose de donner une suite favorable aux demandes de la société M.A.J. ELIS ;

Considérant que les modifications apportées nécessitent d'être encadrées par un arrêté préfectoral complémentaire ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement, l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) n'est pas requis ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 : La société M.A.J. ELIS BEZONS, connue sous le numéro de SIRET 69300109100059, ci-dessous dénommée l'exploitant, sise 14, rue Marcel Paul sur le territoire de la commune de BEZONS, est autorisée à augmenter de 600 kg à 960 kg la quantité de déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés (DASRI) susceptibles d'être présents dans l'installation de regroupement dédiée.

Article 2 : Le tableau de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 mars 2016 susvisé est remplacé par le tableau de classement des installations suivant :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Nature	Volume autorisé
2340-1	E	Blanchisserie, laverie de linge à l'exclusion du nettoyage à sec visé par la rubrique 2345. La capacité de lavage de linge étant : 1. supérieure à 5 t/j	Blanchisserie	50 t/j
2910-A.2	DC	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes. A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv), si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Chaudière principale Gaz : 6 275 kW Groupe électrogène Fioul : 1 616 kW Séchoirs : 6x500 kW Tunnel de finition : 480 kW	11,3 MW
2718-2	DC	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793. 2. Autres cas (quantité inférieure à 1 tonne)	Installation de regroupement de DASRI	960 kg
4130-2-b	D	1. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t		4 t

Article 3 : Le tableau des valeurs limites de rejet des installations de combustion de l'article 3.II.3 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2003 susvisé est mis à jour comme suit, en application de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 susvisé :

Type de combustible	Oxydes d'azote (en mg/Nm ³) (en équivalent NO ₂)	Monoxyde de carbone CO (en mg/Nm ³)
Chaudière au gaz naturel	150	100
Groupe électrogène au fioul domestique	200 (à compter du 1 ^{er} janvier 2030)	-

Article 4 : Les dispositions de l'article 3.II.4 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2003 susvisé sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes, ainsi rédigées :

« En application des dispositions du I. de l'article 6.3 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé, l'exploitant fait effectuer une mesure du débit rejeté et des teneurs en O₂, NO_x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère par la chaudière une fois tous les deux ans, par un organisme agréé par le ministre de l'Environnement.

En application des dispositions du III. de l'article 6.3 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé, l'exploitant fait effectuer une mesure du débit rejeté et des teneurs en O₂, NO_x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère par le groupe électrogène une fois tous les cinq ans, par un organisme agréé par le ministre de l'Environnement. »

Article 5: En cas de non-respect d'une des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L. 171-8 et L.173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 6: Conformément aux dispositions des articles R. 181-50 et R. 181-51 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal administratif sis 2/4 boulevard de l'Hautil – BP 30322 –95027 – CERGY-PONTOISE Cedex :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,
- par les tiers en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :
 - l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

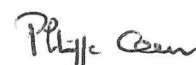
Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 7 : La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIAT) et la maire de BEZONS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Cergy, le **27 MAI 2025**

Le préfet,



Philippe COURT